



Alors que la pandémie de coronavirus continue de gagner du terrain et que plus de 25 000 personnes sont mortes dans le monde, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, lance un appel sur RFI et France 24 pour un sursaut dans la lutte contre le virus, car en Afrique, il est encore temps selon lui d'éviter « des millions de morts ».

Face à la propagation du Covid-19 qui évolue encore de manière exponentielle, Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU estime qu'il pourrait y avoir « des millions de personnes infectées et des millions de morts », avec des risques accrus dans les pays aux systèmes de santé les plus fragiles.

Selon lui, les pays du G20, « qui représentent 80 % de l'économie mondiale et 90 % des infections » doivent « se coordonner pour briser cette évolution et trouver des traitements et vaccins ».

L'Afrique comptait ce vendredi 27 mars près de 3 500 (3 426) cas confirmés de coronavirus et 94 morts, selon le Centre pour la prévention et le contrôle des maladies de l'Union africaine. Et la maladie est en train de se développer rapidement sur le continent.

Pour Antonio Guterres, « l'Afrique doit être la priorité de la communauté internationale » car les capacités de réponse au virus sont faibles. Il plaide pour « un investissement massif » dans des

tests de dépistage, des respirateurs, des masques et des blouses pour protéger les personnels de santé. « Ça doit être une priorité absolue car il est encore temps, à mon avis, d'éviter le pire, estime le secrétaire général de l'ONU. Mais sans cette mobilisation gigantesque, je crains qu'on ait en Afrique des millions et des millions de personnes infectées ».

Si le virus cause plus de morts parmi les personnes âgées, le continent ne sera pas épargné selon lui. « Même si la population est plus jeune que dans les pays du Nord, on aura nécessairement des millions de morts ». Risque de mutation

Pour éviter cela, Antonio Guterres estime donc qu'il faudrait environ 3000 milliards de dollars soit l'équivalent de 10 % du PIB mondial selon lui, pour endiguer la pandémie dans les pays en développement, et notamment en Afrique. Il soutient la proposition franco-allemande d'une coordination par le G20 de cet effort logistique et financier.

Car l'autre risque, continue Antonio Guterres, est qu'avec une dissémination « sans limite comme celle-là, les risques de mutation sont plus grands. Et s'il y a une mutation, alors tout l'investissement que nous sommes en train de faire pour les vaccins sera perdu et la maladie reviendra du Sud vers le Nord.

C'est dans l'intérêt des pays du Nord de faire cet investissement en Afrique ». En effet, plus le temps passe, plus le risque d'une mutation naturelle du virus grandit. Or une nouvelle souche de Covid-19 ne serait pas forcément sensible à un traitement ou à un vaccin élaboré contre une souche antérieure du virus.

Quant à l'appel au cessez-le-feu mondial qu'il a lancé ce lundi 23 mars, Antonio Guterres reconnaît un risque d'échec. « Tous mes représentants spéciaux et les chefs des opérations de maintien de la paix sont engagés dans des négociations pour transformer cet appel en acceptation de cessez-le-feu », explique-t-il.

Le principe en a d'ailleurs été accepté au Yémen, par quelques acteurs en Syrie, et même en Libye, au Cameroun et aux Philippines. Mais « entre l'acceptation du principe et l'application concrète du cessez le feu, il y a un énorme travail à faire. Et il faut que tout le monde comprenne que notre ennemi, c'est le virus et pas les hommes et femmes qui sont en conflits ».

RFI
